Table des matières

Sommaire	5
Préface	9
Introduction	17
Leçon 1. La criminalité en col blanc ou <i>white-collar crime</i>	21
1. Qu'est-ce que la criminalité en col blanc ou <i>white-collar crime</i> ?.....	21
2. Le droit pénal des affaires et l'évolution de la criminalité en col blanc.....	23
3. Le rôle du ministère public dans la criminalité en col blanc.....	25
4. Les moyens de lutte contre la criminalité en col blanc....	34
5. La <i>taskforce</i> pour combattre la criminalité en col blanc ..	37
6. Le droit pénal européen et la criminalité en col blanc ..	39
7. La criminalité en col blanc en 2024.....	41
Bibliographie.....	43
Leçon 2. Les infractions et les acteurs de la criminalité en col blanc	45
1. Qui est « Jérôme Kerviel » dans la criminalité en col blanc ?.....	45
2. Mythe et réalité de la criminalité en col blanc aujourd'hui.....	47
3. Les principales infractions de la criminalité en col blanc..	48
4. Les acteurs et <i>stakeholders</i> de la criminalité en col blanc..	50
5. L'enquête dans la criminalité en col blanc.....	52
6. Le panel des sanctions dans la criminalité en col blanc ..	54
7. Les nouveaux acteurs de la lutte contre la criminalité en col blanc.....	55
8. La politique criminelle dans la criminalité en col blanc....	56

9. Les enjeux de la criminalité en col blanc en 2024.....	58
10. Les perspectives de la criminalité en col blanc en 2024	58
Bibliographie.....	62
Leçon 3. Le Parquet européen et la criminalité en col blanc .	63
1. Qu'est-ce que le Parquet européen ou EPPO ?	63
2. La compétence du Parquet européen	64
3. Le fonctionnement du Parquet européen	65
4. Le rôle du procureur européen dans le Parquet euro- péen	66
5. Les acteurs de la collaboration avec le Parquet euro- péen	66
6. Les garanties de la procédure du Parquet européen ...	67
7. Les étapes de la finalisation du Parquet européen.....	70
8. La question controversée de l'avenir du Parquet euro- péen	71
9. La politique pénale européenne et le Parquet euro- péen en 2024	72
Bibliographie.....	74
Leçon 4. La prévention et la répression de l'infraction de blanchiment de capitaux et du financement du terrorisme	75
1. Le « béaba » du blanchiment et sa prévention	75
2. Le contexte international de la lutte contre le blanchi- ment de capitaux et le financement du terrorisme	80
3. Le champ d'application matériel de la loi du 18 sep- tembre 2017 sur la prévention du blanchiment (<i>M.B.</i> , 6 octobre 2017)	81
4. La liste exhaustive des « activités criminelles » ou « infractions de base » dans la prévention du blanchi- ment	82

5. Champ d'application étendu et les nouveaux assujettis à la loi du 18 septembre 2017 relative à la prévention du blanchiment	84
6. La définition incertaine de certaines infractions de base particulières reprises à l'article 4, 23°, de la loi du 18 septembre 2017 comme la fraude fiscale grave, organisée ou non.....	85
7. Le champ d'application personnel : les entités « assujetties », les personnes et les organismes (article 5) et l'exception des avocats.....	88
8. Les nouvelles infractions de base (article 4, alinéa 1 ^{er} , 6° et 23°)	89
9. Les obligations préventives du blanchiment et la <i>compliance</i>	90
10. L'analyse globale du risque ou <i>business-wide risk assessment</i> (articles 68-72)	91
11. Analyse des risques « individuels » (articles 19-35)	92
12. Vigilance à l'égard de la clientèle et des opérations et les questions à se poser (articles 19-35).....	93
13. Cinq cas particuliers de vigilance accrue de risque (article 37)	94
14. Analyse des opérations atypiques et obligation de déclaration à la Cellule de traitement des informations financières (CTIF) ou au bâtonnier pour les avocats (articles 45-46)	95
15. Les autorités de contrôle et les normes professionnelles	98
16. Les sanctions (articles 132-138).....	99
17. Le registre « UBO » instauré par la loi du 18 septembre 2017	100
18. Évolution européenne et Autorité anti-blanchiment (AMLA)	102
19. L'infraction de blanchiment de l'article 505 du Code pénal.....	103

20. Bilan du délit de blanchiment et sa prévention en 2024	113
Bibliographie.....	114
Leçon 5. Les infractions de faux en écritures et usage de faux en écritures, de faux en informatique, de faux dans les comptes annuels, de faux fiscal et de fraude fiscale	115
1. L'infraction de faux en écritures	115
1.1. L'altération de la vérité dans le document écrit ...	116
1.2. L'écrit protégé par la loi	117
1.3. La réalisation du faux par les moyens prévus par la loi.....	117
1.4. Le préjudice réel ou potentiel	118
1.5. L'élément moral : l'intention frauduleuse.....	118
2. L'infraction d'usage de faux en écritures	119
3. L'infraction de faux en informatique et son usage	121
4. Les faux dans les comptes annuels	124
5. Infractions de faux fiscal et fraude fiscale	126
6. La prescription en matière de faux en écritures.....	130
Bibliographe	132
Leçon 6. Les infractions d'abus de confiance, d'abus de biens sociaux, de détournement et de corruption...	133
1. L'infraction d'abus de confiance	133
2. L'infraction d'abus de biens sociaux	136
3. L'infraction de détournement	143
4. L'infraction de corruption.....	144
Bibliographie.....	150

Leçon 7. Les infractions d'escroquerie, de fraude informatique, de fraude à la TVA, d'association de malfaiteurs, et d'organisation criminelle	151
1. Les escroqueries, le crime organisé et la fraude de masse	151
2. L'infraction d'escroquerie	157
3. L'infraction de fraude informatique	161
4. Les infractions de fraude à la TVA	164
5. La criminalité organisée en col blanc ou non	167
5.1. L'infraction d'association de malfaiteurs	172
5.2. L'infraction d'organisation criminelle	175
Bibliographie	178
 Leçon 8. L'éthique des affaires, la responsabilité sociétale des entreprises (RSE) et la <i>compliance</i>	179
1. L'éthique des affaires, la morale, le droit et la déontologie	180
2. L'éthique des affaires et la responsabilité sociétale des entreprises (RSE)	183
3. L'éthique des affaires et la <i>compliance</i>	185
4. L'éthique des affaires et la <i>compliance</i> : mythe ou réalité ?	187
Bibliographie	188
 Leçon 9. L'étude du cas <i>Citibank</i>	189
1. L'enquête administrative en cause de Citibank	189
2. L'enquête pénale en cause de Citibank	190
3. Le procès <i>Citibank</i>	193
4. Les enseignements du procès <i>Citibank</i>	195
5. Les conclusions du procès <i>Citibank</i>	199
6. Épilogue du procès <i>Citibank</i> et de la crise financière de 2008	200
Bibliographie	203

Leçon 10. L'avenir du droit pénal des affaires au regard du nouveau Code pénal	205
1. Le blanchiment	206
1.1. La nouvelle disposition	206
1.2. Les changements opérés par le législateur	208
1.3. Bref commentaire à ce sujet	208
2. L'infraction de faux en écritures, d'usage de faux en écritures et de faux en informatique	211
2.1. La nouvelle disposition	211
2.2. Les changements opérés par le législateur	212
2.3. Bref commentaire à ce sujet	212
3. L'abus de confiance	214
3.1. La nouvelle disposition	214
3.2. Les changements opérés par le législateur	215
3.3. Bref commentaire à ce sujet	215
4. L'abus de biens sociaux	217
4.1. La nouvelle disposition	217
4.2. Les changements opérés par le législateur	217
4.3. Bref commentaire à ce sujet	218
5. Le détournement par une personne investie d'une fonction publique	219
5.1. La nouvelle disposition	219
5.2. Les changements opérés par le législateur	219
5.3. Bref commentaire	220
6. La corruption d'une personne investie d'une fonction publique	220
6.1. La nouvelle disposition	220
6.2. Les changements opérés par le législateur	221
6.3. Bref commentaire à ce sujet	222

7. L'escroquerie	223
7.1. La nouvelle disposition	223
7.2. Les changements opérés par le législateur	223
7.3. Bref commentaire à ce sujet	224
8. La fraude informatique	226
8.1. La nouvelle disposition	226
8.2. Les changements opérés par le législateur	226
8.3. Bref commentaire à ce sujet	226
9. L'association de malfaiteurs	227
9.1. La nouvelle disposition	227
9.2. Les changements opérés par le législateur	228
9.3. Bref commentaire à ce sujet	228
10. L'organisation criminelle.....	229
10.1. La nouvelle disposition.....	229
10.2. Les changements opérés par le législateur	230
10.3. Bref commentaire à ce sujet	230
Bibliographie	231